

Rapport 2004 du Département d'Etat « La Traite d'Etres Humains ». Partie consacrée à la France.

La France est un pays destinataire de la traite d'êtres humains - principalement celle des femmes d'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique à des fins d'exploitation sexuelle et d'esclavage domestique. La police française estime que 90% des 15 000 à 18 000 prostituées de France sont victimes d'un trafic et que quelque 3 000 à 8 000 enfants travaillent, mendient et se prostituent sous la contrainte. Dans une moindre mesure, la France est un pays de transit pour la traite des femmes en provenance d'Afrique, d'Amérique centrale et du Sud et d'Europe centrale et méridionale. Les réseaux nigériens développent leur activité en France. Des rapports font état de trafics d'hommes chinois et colombien à des fins de servage et de travaux forcés. La traite de femmes et jeune filles brésiliennes à destination de la Guyane française à des fins d'exploitation sexuelle pose aussi un grave problème.

Le gouvernement français applique à la lettre les normes minimales pour l'élimination des trafics. La France a adopté une panoplie complète de lois anti-traite en 2003 et le nombre d'arrestations pour trafic d'êtres humains a augmenté pendant la période concernée mais, faute de condamnations définitives prononcées en vertu de la nouvelle législation, il n'est pas encore possible d'en mesurer les effets. Le gouvernement français devrait collaborer avec le Brésil dans la lutte contre le trafic sexuel de femmes brésiliennes à destination de la Guyane française et enquêter sur la dimension du trafic, s'il existe, d'êtres humains dans ses autres territoires d'outre-mer.

Poursuites

Le gouvernement a étoffé ses services d'enquête sur la traite d'êtres humains et renforcé sa coopération internationale. La législation française pénalise le trafic d'être humains à des fins sexuelles ou non, l'éventail des peines allant jusqu'à sept ans de prison et une amende d'environ 190 000 dollars. La sollicitation d'enfants prostitués est passible de dix ans de prison. Les peines prévues pour certains crimes en rapport avec la traite, comme le viol, et les peines punissant certains trafics étaient légères. L'exploitation de la main d'œuvre immigrée et les conditions de travail inhumaines étaient pénalisées par d'autres lois. Les employeurs étaient passibles de peines allant jusqu'à trois ans de prison et des amendes conséquentes. En 2003, les unités de police spécialisées dans la lutte anti-traite ont arrêté 709 personnes pour des motifs ayant trait au trafic, soit une augmentation de 66% par rapport à l'année précédente. Les organisateurs de trente-deux réseaux de traite, dont quinze réseaux de prostitution de grande envergure, ont été arrêtés. Grâce au témoignage de deux victimes enfantines recueilli par des éducateurs, la police a arrêté soixante-sept adultes soupçonnés d'avoir organisé des réseaux de prostitution et de mendicité enfantines. Bien que les statistiques concernant les peines prononcées en 2003 n'aient pas encore été disponibles, les archives de 2002 faisaient état de trois cents condamnations pour crimes ayant trait au trafic d'êtres humains, avec des peines maximales de près de cinq ans de prison. Le gouvernement a accru le financement et le nombre des policiers spécialisés dans la lutte anti-traite. La préfecture de police de Paris a formé une unité d'enquête spécialisée dans la lutte contre les réseaux de traite des individus. Le gouvernement a coopéré activement avec d'autres pays, tels que la Bulgarie.

Protection

Le gouvernement a continué d'examiner les cas des victimes et de les diriger vers des centres d'aide psychologique et des maisons d'accueil où leur étaient prodigués tous les soins nécessaires. Le gouvernement a offert aux victimes des permis de résidence temporaires de trois à six mois après évaluation de leurs besoins et coopération avec la police. Les victimes qui coopéraient étaient assurées de voir leur permis prolongé. Si leur aide entraînait une condamnation, cette prolongation pouvait être de dix ans. En 2003, le gouvernement rapporte que 120 à 140 victimes se sont vues accorder un permis de résidence provisoire en échange de leur collaboration avec la police. Présumées en danger, les victimes enfantines ont bénéficié immédiatement d'un abri pendant que le gouvernement déterminait quelle serait la meilleure solution à long terme pour eux. La police française a travaillé en liaison étroite avec les ONG auxquelles elle adressait les prostitués dont il fallait examiner les cas ainsi qu'assister. En liaison avec la Bulgarie, le gouvernement a financé un programme spécial de réintégration des victimes qui ont été confiées à une ONG fournissant asile et assistance en Bulgarie.

Prévention

Le gouvernement a concentré ses programmes d'approche des victimes et de prévention sur la prostitution en France et le tourisme sexuel à l'étranger. Le comité interministériel du premier ministre sur le travail clandestin et l'emploi non déclaré a poursuivi ses travaux et un nouveau groupe de travail interministériel sur le tourisme sexuel a commencé à travailler sur des recommandations pour le Ministère du Tourisme. En 2003, Air France a prélevé près de 350 000 dollars sur les recettes de ses ventes de jouets hors taxe en vol pour les offrir à une ONG internationale qui organise des programmes d'information sur le tourisme sexuel et la prostitution infantine. Le gouvernement a fourni des subventions aux ONG qui s'occupent des femmes victimes d'esclavage sexuel et aux organismes qui luttent contre la prostitution infantine. Le gouvernement a aussi financé des programmes de prévention de la traite d'êtres humains en Europe centrale et de l'Est ainsi qu'en Afrique occidentale. Dans le cadre de l'UE, le gouvernement a soutenu les programmes de lutte contre le trafic d'êtres humains, notamment des campagnes d'information, des séminaires, des programmes bilatéraux de formation des équipes de police et des parlementaires, et il a nommé des fonctionnaires de liaison à travers l'Europe pour identifier les réseaux de traite.